

FAQ COMPENSATION DES DÉSAVANTAGES

➔ Question 12 : Quelles sont les bases légales internationales et nationales en lien avec la compensation des désavantages ?

En matière de compensation des désavantages, les articles de lois suivants prévalent :

Constitution fédérale du 18 avril 1999 (RS 101, link : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/101/a8.html>)

Art. 8 : Egalité

- 1 Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.
- 2 Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique.
- 4 La loi prévoit des mesures en vue d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

Selon cet article, les personnes en situation de handicap sont désavantagées au sens du principe de l'égalité de traitement (Cst., art. 8, al. 1,) et de l'interdiction de discrimination (Cst., art. 8, al. 2,) lorsqu'elles sont traitées différemment sur le plan légal ou dans les faits. Le désavantage peut s'exprimer de deux manières : soit elles sont défavorisées par rapport à des personnes non handicapées sans qu'il y ait pour autant de justification concrète, soit il manque un traitement différencié, nécessaire pour arriver à une égalité de fait (Riemer-Kafka, 2012, p. 711).

Loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand) du 13 décembre 2002 (RS 151.3, link : http://www.admin.ch/ch/f/rs/151_3/index.html)

Art. 1 : But

- 1 La présente loi a pour but de prévenir, de réduire ou d'éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

¹ Riemer-Kafka, G. (2012). *Juristische Handreichung für die Sonderpädagogik*. Bern: Edition SZH/CSPS.

- 2 Elle crée des conditions propres à faciliter aux personnes handicapées la participation à la vie de la société, en les aidant notamment à être autonomes dans l'établissement de contacts sociaux, dans l'accomplissement d'une formation et dans l'exercice d'une activité professionnelle.

Art. 2 : Définition

- 5 Il y a inégalité dans l'accès à la formation ou à la formation continue notamment lorsque:
 - a. l'utilisation de moyens auxiliaires spécifiques aux personnes handicapées ou une assistance personnelle qui leur est nécessaire ne leur est pas accordée ;
 - b. la durée et l'aménagement des prestations de formation offertes ainsi que les examens exigés ne sont pas adaptés aux besoins spécifiques des personnes handicapées.

Art. 3 : Champ d'application.

La présente loi s'applique :

- f. à la formation et à la formation continue

Art. 5 : Mesures de la Confédération et des cantons

- 2 Ne sont pas contraires à l'art. 8, al. 1, Cst. les mesures appropriées visant à compenser les inégalités qui frappent les personnes handicapées.

(Dispositions spéciales relatives aux cantons)

Art. 20

- 1 Les cantons veillent à ce que les enfants et les adolescents handicapés bénéficient d'un enseignement de base adapté à leurs besoins spécifiques.
- 2 Ils encouragent l'intégration des enfants et adolescents handicapés dans l'école régulière par des formes de scolarisation adéquates pour autant que cela soit possible et serve le bien de l'enfant ou de l'adolescent handicapé.

Loi fédérale sur la formation professionnelle (LFPr) du 13 décembre 2002 (RS 412.10, link : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/4/412.10.fr.pdf>)

Art. 3 : Buts

La présente loi encourage et développe :

- c. l'égalité des chances de formation sur le plan social et à l'échelle régionale, l'égalité effective entre les sexes de même que l'élimination des inégalités qui frappent les personnes handicapées dans la formation professionnelle.

Art. 7 : Groupes et régions défavorisés

La Confédération peut encourager des mesures dans le domaine de la formation professionnelle en faveur des groupes et des régions défavorisées.

Art. 18 : Prise en compte des besoins individuels

- 1 La durée de la formation professionnelle initiale peut être écourtée de manière appropriée pour les personnes qui ont beaucoup de facilité ou qui ont une formation préalable et prolongée pour les personnes qui ont des difficultés d'apprentissage ou qui présentent un handicap.
- 2 Le Conseil fédéral édicte des dispositions particulières sur l'encadrement individuel spécialisé des personnes engagées dans une formation professionnelle initiale de deux ans qui ont des difficultés.
- 3 La Confédération peut encourager l'encadrement professionnel individuel.

Ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr) du 19 novembre 2003 (RS 412.101, link : <http://www.admin.ch/ch/f/rs/4/412.101.fr.pdf>)

Art. 35 : Examens finaux sanctionnant la formation professionnelle initiale

- 3 Si, en raison d'un handicap, un candidat a besoin de moyens auxiliaires spécifiques ou de plus de temps, il en sera tenu compte de manière appropriée.

La Loi fédérale sur la formation professionnelle et son Ordonnance présentent des dispositions importantes en ce qui concerne l'encouragement de l'égalité des chances pour des groupes ou personnes défavorisées

Loi fédérale sur les hautes écoles spécialisées (LHES) du 6 octobre 1995 (RS 414.71, link : <https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19950279/201301010000/414.71.pdf>)

Art. 3 : Tâches

- 5b. Dans l'accomplissement de leurs tâches, elles veillent notamment à
éliminer les inégalités qui frappent les personnes handicapées

Cette loi ancre l'élimination des inégalités pour les personnes handicapées

Convention relative aux droits des personnes handicapées (ONU) de 2006 (link : <http://www.un.org/disabilities/documents/convention/convoptprot-f.pdf>)

Art. 24 : Education

2. Aux fins de l'exercice de ce droit (à l'éducation), les Etats Parties veillent à ce que :

- a. Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire ;
 - b. Les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire ;
 - c. Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun
5. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. A cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées.

Le 15 avril 2014, la Suisse a ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU. Entrée en vigueur le 15 mai 2014, celle-ci donne un appui encore plus fort aux directions déjà prises par les documents légaux précités.

Personne de contact : Géraldine Ayer (geraldine.ayer@csps.ch)